

Indépendance économique des immigrants: existe-t-il des différences entre les générations?

En Suisse, la vie professionnelle n'est plus concevable sans l'activité des immigrants, mais le système des travailleurs étrangers appartient au passé. Désormais, les immigrants actifs ne travaillent plus exclusivement comme salariés, ils s'imposent aussi en tant qu'entrepreneurs. L'article ci-dessous se penche sur les indépendants d'origine étrangère qui gagnent leur vie en Suisse. La question essentielle est de savoir comment l'entrepreneuriat de la première génération se distingue de celui de la deuxième, et ce qui peut justifier ces différences.



Au cours de l'histoire, des étrangers se sont installés en Suisse en tant qu'indépendants. Cependant, ce statut n'était pas prévu par le modèle des travailleurs étrangers en vigueur durant les années soixante. Aujourd'hui, l'origine joue un rôle moins déterminant dans l'activité indépendante que le capital humain. Photo : propriétaire d'un stand de kebab, à Zurich.

Photo: Keystone

1 Source: OFS, recensements 1990 et 2000.

Ces dernières années, le nombre d'immigrants travaillant en Suisse comme indépendants a nettement augmenté; c'est ce phénomène qui a fait l'objet du projet de recherche «Ethnic Business». Les principales questions abordées étaient «Quelles sont les raisons qui poussent les personnes d'origine étrangère à choisir une activité indépendante?» et «Quelles conséquences l'esprit d'entreprise entraîne-t-il?».

Rattaché au Programme national de recherche 51 «Intégration et exclusion» (voir encadré 1), notre projet s'attachait avant tout au rôle de l'activité indépendante des immigrants. L'article se concentrera sur les résultats qui concernent les différences entre la première génération et la deuxième. Nous exami-

nerons en particulier pourquoi plus de personnes travaillent comme indépendantes à la deuxième génération qu'à la première (voir encadré 2).

Que d'obstacles avant l'indépendance économique

Jusqu'au milieu des années soixante, la Suisse connut une flambée économique qui nécessitait l'embauche d'une main-d'œuvre extérieure supplémentaire, les «travailleurs étrangers». L'octroi de permis de séjour était toujours fortement dicté par les intérêts économiques: les travailleurs étrangers étaient des «amortisseurs conjoncturels», qui recevaient un permis de séjour limité dans le

Raphaella Hettlage
Doctorante en ethnologie, université de Berne et «visiting researcher» au Département de sociologie de l'université de Californie, Los Angeles

Anne Juhasz
Assistante en chef et chargée de cours, Institut de sociologie de l'université de Zurich

P^r Renate Schubert
Professeure d'économie nationale, directrice de l'Institut de décisions environnementales de l'EPFZ

P^r Christian Suter
Professeur de sociologie économique, université de Neuchâtel

Tableau 1

Travailleurs indépendants en Suisse: nombre et taux pour quelques pays d'origine

Pays d'origine	Nombre d'indépendants	Taux par rapport à tous les indépendants étrangers	Taux d'indépendants par rapport à leurs compatriotes
Suisse	437 043	–	–
Italie	17 895	27.0%	21.4%
Ex-Yougoslavie	7327	11.1%	13.8%
Allemagne	7323	11.1%	7.8%
Portugal	3436	5.2%	9.7%
Turquie	3562	5.4%	5.4%
Espagne	3100	4.7%	5.6%
Sri Lanka	1493	2.3%	2.2%

Source: OFS 2002/ Recensement 2000 / La Vie économique

viennent d'Europe septentrionale et occidentale, ou encore des États-Unis. Ils ont de meilleurs diplômes que les autres (y compris les Suisses), gagnent plus et travaillent dans des secteurs dont le prestige professionnel est relativement élevé. Les indépendants non privilégiés viennent surtout d'Europe méridionale et orientale. Ils travaillent dans des secteurs moins prestigieux que les autres (commerce, réparations, industries de transformation, construction, etc.), gagnent moins qu'eux et n'ont en général que des diplômes inférieurs.

Différences selon le sexe et la génération

Longtemps, les femmes entrepreneurs issues de l'immigration ont été numériquement sous-représentées par rapport à leurs confrères, ce qui n'est guère surprenant, puisqu'en Suisse, les femmes travaillent en général moins comme indépendantes que les hommes. Le taux d'étrangères dans ce cas-là est légèrement inférieur à celui des Suissesses; d'après l'Enquête suisse sur la population active (Espa) 2003, 36% des travailleurs indépendants étrangers sont des femmes, contre 41% pour les Suisses. Ces deux dernières décennies, l'activité indépendante des immigrantes a, cependant, crû plus vite que celle des immigrants; dans les classes d'âge les plus jeunes, le taux de femmes augmente fortement (voir *tableau 2*), un phénomène qui s'explique par des différences de structure dans les pyramides des âges: la population étrangère est en moyenne plus jeune que la suisse; il en est de même des femmes immigrées par rapport aux hommes.

Encadré 1

Le PNR 51 «Intégration et exclusion»

Le Programme national de recherche (PNR) 51 «Intégration et exclusion» se concentre sur des thèmes-clés concernant l'État et la société en Suisse. Plus de cent chercheurs répartis sur 37 projets étudient, à partir d'une problématique concrète, les mécanismes sociaux, institutionnels, culturels et économiques de l'intégration et de l'exclusion.

Les chercheurs du PNR 51 élaborent les bases scientifiques permettant d'analyser de manière critique le rapport des Suisses à la différence, de détecter à temps les tendances à l'exclusion, de promouvoir la tolérance envers les minorités et d'aider les individus et les groupes exclus à se réintégrer.

Les projets se répartissent en six modules thématiques:

- travail social et politique;
- pratiques scolaires et voies de formation;
- représentations et modèles de santé;
- emploi, travail salarié et protection sociale;
- constructions de l'identité et de la différence;
- espaces publics et positionnement social.

Le PNR 51 prévoit pour 2007 cinq publications thématiques, qui paraîtront sous forme de livres brochés aux éditions Seismo, Zurich. Les contributions des chercheurs et des auteurs invités seront publiées dans leur langue d'origine avec un résumé dans l'autre langue (all. ou fr.). Les informations sur les publications se trouvent sous www.nfp51.ch/publikationen.

Pour plus de renseignements, contacter Wolfgang Wettstein, chargé de valorisation, courriel: wwettstein@access.ch, tél.: 044 420 18 60.

temps afin qu'ils puissent être renvoyés lorsqu'on n'aurait plus besoin d'eux. Ils étaient donc engagés comme salariés; il n'était pas du tout prévu qu'ils s'engagent dans une activité indépendante.

Aujourd'hui encore, l'exercice d'une activité indépendante est réservé en principe aux citoyens suisses et aux étrangers bénéficiaires d'un permis d'établissement. *Piguet (1999)* relève que la législation suisse sur les étrangers a pour but principal de limiter l'activité indépendante. Les ressortissants des pays hors UE et AELE qui n'ont pas de permis d'établissement ne peuvent exercer d'activité indépendante que dans des cas exceptionnels et particuliers. Les autres étrangers sans permis d'établissement – notamment les ressortissants de l'UE – doivent demander une dérogation en remplissant une requête écrite et dûment fondée. L'intérêt prépondérant est ici l'économie du canton.

L'entrepreneuriat des immigrants établis en Suisse

En Suisse, le nombre des personnes d'origine étrangère travaillant comme indépendantes a augmenté de façon remarquable ces dernières années. En 1990, seuls 4,7%¹ des étrangers actifs étaient indépendants (moins de 35 000 personnes); dix ans après, ils étaient déjà 8% (plus de 65 000 personnes). À titre de comparaison, le taux de citoyens suisses indépendants était de 12% en 1990 et de 14,7% en 2000. Le taux d'immigrants travaillant comme indépendants a donc presque doublé en dix ans.

La proportion d'indépendants varie selon les origines. Alors que les Italiens et les Allemands sont nombreux à se mettre à leur compte, d'autres groupes – comme les Portugais – sont plutôt à la traîne (voir *tableau 1*).

L'entrepreneuriat des immigrants est très hétérogène. Les indépendants privilégiés

Encadré 2

Concept de recherche

En plus d'une analyse secondaire des données de l'Enquête suisse sur la population active (Espa) 2003, des entretiens biographiques ainsi que des analyses des réseaux personnels ont été effectués avec 35 immigrants travaillant comme indépendants. Pour saisir les différences selon la génération et l'époque de l'immigration, on a interrogé des hommes et des femmes de la première et de la deuxième générations, d'origine italienne, turque, yougoslave et tamoule. Les secteurs économiques choisis étaient ceux où travaillaient la majorité des membres du groupe respectif. On a, enfin, veillé à ce que les personnes interrogées se trouvent à des phases différentes de leur projet d'entrepreneur. Ainsi, ce ne sont pas seulement celles qui étaient indépendantes le jour de l'entretien qui ont été interrogées, mais aussi celles qui envisageaient de le devenir et d'autres qui avaient cessé de l'être^a.

a Pour un commentaire plus complet, voir Suter et al. (2006).

Tableau 2

Indépendants par génération, sexe et classe d'âge

Données pondérées (sauf n), sans le secteur agricole, en %

Classe d'âge	Étrangers/étrangères				Suisses/Suissesses	
	Indépendants de 1 ^{re} génération (n = 1043)	Indépendantes de 1 ^{re} génération (n = 628)	Indépendants de 2 ^e génération (n = 451)	Indépendantes de 2 ^e génération (n = 314)	Suisses indépendants (n = 1797)	Suissesses indépendantes (n = 1313)
15–24 ans	3.9	(4.5) ^a	8.3	(10.2) ^a	4.4	4.8
25–39 ans	28.0	34.3	42.0	42.6	28.5	27.4
40–54 ans	44.2	42.8	35.8	35.9	45.4	46.2
55–64 ans	23.9	18.4	13.9	11.3	21.7	21.6

a Les résultats entre parenthèses sont basés sur moins de 30 observations.

Source: Espo 2003, OFS / La Vie économique

Bien qu'il soit usuel, dans les recherches sur les migrations, de distinguer les membres de la première génération de ceux de la deuxième, ce n'est que dans des enquêtes récentes que l'on a prêté attention à l'appartenance des «entrepreneurs immigrés» à telle ou telle génération. Il est intéressant de constater que, selon l'Espo 2003, les membres de la première et de la deuxième générations d'étrangers travaillent pratiquement à parts égales comme indépendants, soit 12,8% et 13,3%. Comme la deuxième génération est en moyenne nettement plus jeune que la première et que la probabilité de devenir indépendant croît avec

l'âge, il faut en déduire que cette deuxième génération se met de facto plus souvent à son compte que la première.

Le travail indépendant de la deuxième génération présente encore d'autres caractéristiques que celui de la première. Ses membres ont, en général, reçu une formation supérieure à celle de leurs aînés (cela vaut surtout pour les ressortissants d'Europe méridionale et orientale). La deuxième génération ne travaille plus dans les secteurs «traditionnels» (commerce et réparations), qui étaient ceux de la première, mais s'engage davantage dans des domaines comme l'informatique, l'immobilier et la location, qui exigent un bagage culturel et financier relativement élevé. Par rapport à la première génération, la deuxième a donc gagné en mobilité sociale tout en devenant indépendante.

2 Voir Hettlage (2005).

3 Voir Juhasz (2005).

Encadré 3

Carla Astorina^a, entrepreneure de deuxième génération

Carla Astorina naît en Suisse de parents italiens. Après le certificat d'études secondaires, elle travaille d'abord quelque temps comme employée temporaire, puis rattrape sa maturité. Elle finance alors ses études par différents travaux de publication assistée par ordinateur. Cette activité professionnelle lui réussit si bien qu'elle finit par approfondir ce deuxième métier et devient administratrice professionnelle de sites Web après ses études. À côté de son travail d'employée dans un hebdomadaire, elle assume de plus en plus de mandats privés et finit par accéder graduellement à l'indépendance.

Carla Astorina décrit son parcours d'entrepreneure d'une part comme une évolution logique («ça s'est trouvé comme ça»), de l'autre comme un désir d'autonomie («pouvoir décider librement pour qui l'on travaille»). Elle souligne s'être sentie au fond heureuse dans son travail d'employée, mais avoir vu dans l'indépendance une meilleure chance de se réaliser^b. Bien qu'elle ne parle pas de discrimination à propos de son parcours professionnel, celle-ci constitue quand même un sujet sensible. Comme enfant et adolescente, Carla Astorina est très consciente de son statut d'Italienne parmi les Suisses et souffre de sa différence. Cela va si loin qu'elle rejette l'italien à l'adolescence et refuse par exemple de le parler à la maison ou d'aller à l'école du diman-

che italienne. Ce n'est qu'à l'âge adulte qu'elle peut faire une place à ses origines. Cela tient peut-être à ce que, du fait de la branche qu'elle a choisie (le domaine des TIC), elle découvre que sa qualité de femme est un obstacle, alors que ses racines italiennes ne jouent aucun rôle. La double lutte pour la reconnaissance en tant que femme et étrangère n'est pas plus simple, mais elle réussit. «Il y a eu dans ma vie trois étapes dont j'ai le sentiment qu'elles ont été très bonnes pour mon amour-propre. Comme adolescente, celui-ci était faible, parce que j'étais Italienne de deuxième génération. J'ai dû lutter pour me faire une place et être reconnue. Avec la maturité, j'ai très nettement éprouvé un mieux-être accompagné de davantage de sécurité. Ensuite, il y a eu les études. Je crois que l'indépendance a aussi un effet positif sur l'amour-propre.»

a Le nom et les autres données ont été anonymisés.

b Pour une analyse approfondie, voir Handschin (2006).

Raisons et conséquences de l'activité indépendante

Comme l'ont montré nos entretiens biographiques, on retrouve les différences de sexe² et de génération dans les motifs et les conséquences du travail indépendant. On peut dire en principe que la *première génération* associe l'indépendance économique à une réaction négative à l'égard du statut d'immigrant. La discrimination à l'emploi, le blocage de la mobilité sociale et l'absence de reconnaissance de la société ou à titre formel (par exemple par le déni d'une formation reconnue) renforcent ce désir de reconnaissance et d'autonomie, et peuvent être interprétés comme des motifs d'aspiration à l'indépendance professionnelle. Ce désir d'autonomie et de reconnaissance sociale se retrouve dans la *deuxième génération*, qui a, elle aussi, subi la stigmatisation ou l'exclusion³; par contre, l'entrepreneuriat naît souvent ici de possibilités particulières, de créneaux commerciaux et d'aptitudes spéciales qu'il est plus facile de développer dans sa propre entreprise. La deuxième génération applique très souvent

une stratégie qui tendra à suivre le courant dominant pour échapper aux discriminations (voir encadré 3). L'indépendance économique ne se gagne plus dans des niches réservées aux étrangers, elle ne se distingue plus guère de celle des Suisses. Dans ces cas-là, l'origine étrangère sera affichée tout au plus comme argument de marketing ou comme symbole ethnique.

Parallèlement, on décèle aussi un lien entre les générations. Ainsi, pour les membres de la deuxième génération, le choix de l'indépendance, en tant que voie vers la mobilité sociale, peut souvent s'interpréter comme la continuation du projet des parents: ceux-ci, n'ayant pas accédé à la mobilité sociale en Suisse, délèguent cet objectif à leurs enfants. Grâce à son intégration dans la société d'accueil et à sa meilleure position sociale, la deuxième génération réussit son ascension professionnelle, une voie qui n'était pas ouverte aux parents du fait de discriminations officielles et officieuses. L'indépendance ne s'est réalisée pour ainsi dire qu'au terme d'une lignée; dans plusieurs cas, c'est un projet de plusieurs générations.

Quant aux conséquences, les entretiens montrent que l'accès à l'indépendance vaut aux entrepreneurs reconnaissance sociale et autonomie, et que les projets d'indépendance sont souvent de véritables projets d'émancipation. Cela peut même – ou surtout – être le cas lorsque l'activité entrepreneuriale n'est pas particulièrement payante du point de vue économique.

Conclusion

Les immigrants de première génération considèrent l'indépendance économique comme le résultat d'une poussée («push factor»), tandis que la deuxième parle plutôt d'attraction («pull factor»). L'indépendance de la deuxième génération semble être plus volontaire que celle de la première, parce que les enfants se trouvent dans une meilleure situation sociale que leurs parents et qu'ils disposent ainsi d'autres ressources (formation supérieure, hétérogénéité des réseaux, meilleure compétence linguistique, meilleure connaissance du monde de l'entreprise). L'indépendance de la deuxième génération se fonde donc sur un ensemble de possibilités différent de celui des parents.

Il existe parallèlement des points communs entre les générations. Pour les femmes des deux générations, l'idée de créer leur entreprise provient fréquemment du souhait de mieux équilibrer vies familiale et professionnelle. L'analyse des réseaux personnels montre en outre que les indépendants interrogés entretiennent des contacts relativement nom-

breux avec les Suisses, et qu'ils en reçoivent un savoir-faire et un soutien social ou financier utiles pour l'activité entrepreneuriale. À leur tour, les indépendants étrangers assument le soutien d'autres immigrants, à qui ils fournissent un accès aux informations et procurent aussi souvent des emplois. Ils exercent, ainsi, une fonction de «charnière sociale», qui joue un rôle important dans les processus d'intégration.

Dans l'ensemble, les résultats présentés ici révèlent que les «entrepreneurs immigrés» forment un groupe hétérogène. Les différences entre étrangers et Suisses ne sont donc pas plus significatives que celles au sein du groupe des immigrants. Les analyses de l'Espa montrent d'ailleurs que les variables spécifiques à l'immigration ou à l'origine ne sont pas corrélées étroitement avec l'indépendance, mais que celle-ci peut largement s'expliquer par des facteurs structurels (capital humain, situation matérielle et secteur économique, en particulier). L'obtention de la nationalité suisse et le mariage avec un partenaire qui la possède ont en outre une importance décisive pour l'indépendance des immigrants établis dans notre pays.

Les recherches et mesures politiques futures devront donc tenir compte des différences entre les générations et de la situation spécifique des indépendants potentiels. Pour la première génération, il s'agit avant tout de faciliter l'accès aux «ressources suisses» (informations sur le monde de l'entreprise, réseaux de relations importants, capitaux, etc.). La deuxième génération peut, en revanche, bénéficier de programmes d'encouragement généraux, qui ne sont pas spécifiquement destinés aux étrangers. Étant donné qu'en Suisse, les petites et moyennes entreprises (PME) ont une grande importance économique et que les indépendants immigrés fournissent une contribution majeure à l'intégration du fait de leur rôle de charnière, il faudrait continuer à promouvoir le travail indépendant, en prenant des initiatives pour améliorer le cadre entrepreneurial. ■

Encadré 4

Bibliographie

- Handschin Martin, «Kultur der Selbstständigkeit. Beruflich selbstständige Secondas als Unternehmerinnen ihrer selbst», *Soz:mag*, 9, 2006, p. 22–25.
- Hettlage Raphaela, «Von Gastarbeiterinnen zu Gründerinnen: Migrantinnen als Unternehmerinnen in der Schweiz», dans Michaela Fenske et Tatjana Eggeling (éd.), *Frauen- und Geschlechterforschung der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde*, Göttingen 2004, Schöner Verlag, p. 97–118.
- Juhasz Anne, «Autonomie und Risiko statt Unsicherheit. Die selbstständige Erwerbstätigkeit als Weg zur Bearbeitung biographischer Unsicherheiten in der Migration», *Sozialer Sinn*, 6, 2005, 1, p. 93–109.
- Pigué Etienne (1999), *Les migrations créatrices* (préface de Georges Tapinos). Paris, L'Harmattan.
- Suter Christian, Schubert Renate, Juhasz Anne et Hettlage Raphaela, *Der Weg zur Integration? Die Rolle der selbstständigen Erwerbstätigkeit von Migrantinnen und Migranten in der Schweiz. Schlussbericht zuhanden des Schweizerischen Nationalfonds* (résumés des principaux résultats sous le titre *La voie de l'intégration? Le rôle du travail indépendant dans les processus d'intégration des immigrants en Suisse* sur Internet à l'adresse www.nfp51.ch, rubrique «Modules et projets: emploi, travail salarié et protection sociale»), Berne, 2006.